

que c'est un problème. Même s'ils bénéficient de ce qu'on est convenu d'appeler l'instruction gratuite, ils doivent tout de même vêtir ces adultes, les nourrir, leur procurer tout ce qu'il faut, surtout lorsqu'on considère, par exemple, le cas des citoyens qui ont besoin de soins médicaux et de médicaments et qui ne peuvent pas payer, et à qui on ne peut pas en donner parce qu'on manque d'argent. La pension de vieillesse, qu'on demande avec instance, on ne peut pas la donner parce que cela requiert quelque 800 millions de dollars. On ne peut pas la donner, parce qu'on manque d'argent.

A l'époque avancée où nous vivons maintenant, il est possible, probable, même inévitable que nous connaissions un cycle de vaches grasses et de vaches maigres. Je le dis en toute objectivité, sans nécessairement vouloir blâmer le gouvernement, je crois, moi aussi, que nous sommes rendus à une espèce de croisée des chemins dans l'organisation de notre économie, et il va falloir décider à brève échéance si l'économie doit être organisée par les gouvernements en fonction du bien commun de tous les citoyens ou d'une seule classe privilégiée.

J'en viens à dire, monsieur le président, que nous avons peut-être peur des nouveautés chez nous, nous avons peur des étiquettes, et je vous confesserai que moi-même, jusqu'à une période assez récente, j'ai eu peur de certains mots comme, par exemple, la socialisation, le socialisme et même le Crédit social. Cela m'a inquiété à une certaine époque. Je ne suis pas prêt à dire que nous devons, à ce moment-ci, du jour au lendemain, d'une façon brusque, décider que le pays devrait adopter le socialisme ou la philosophie du Crédit social. D'ailleurs, il y a un peu de contradiction entre les deux. Il y en a même beaucoup. Mais, enfin, je me demande si on ne devrait pas quand même prendre le temps de se demander si ces mots ou étiquettes ne correspondent pas à des vérités qui sont absolument brutales, que nous ne pouvons pas éloigner, à des maux que nous ne pourrions pas guérir certainement en nous mettant la tête dans le sable comme l'autruche.

Je pense que le gouvernement s'en rend compte jusqu'à un certain point puisque, depuis quelques années, il affectionne ces mesures sociales, comme on les appelle. Mais il les met en vigueur de façon peut-être trop craintive, avec peut-être un peu de pusillanimité, parce qu'il a peut-être un peu trop peur de bousculer nos théories financières acceptées depuis toujours, de créer peut-être un certain conflit avec d'autres pays avec lesquels nous avons des relations financières.

Je me demande sérieusement si le gouvernement ne ferait pas bien d'étudier en

particulier cette théorie que nos amis du nouveau parti démocratique font valoir, en tenant compte de certaines priorités évidemment. Il ne s'agirait pas d'aller nationaliser, par exemple, toutes les industries canadiennes, mais peut-être en établissant une espèce de concurrence entre l'intervention de l'État et l'intervention de l'industrie privée, et là où l'industrie privée ne peut suffire ou ne peut pas s'employer à assurer les besoins essentiels de tous les membres dans tous les secteurs de la grande famille canadienne.

On mentionnait tantôt cette espèce d'organisation du domaine de l'assurance qui draine l'argent de l'économie canadienne, pour ensuite le distribuer de façon pas toujours équitable, pas toujours dans le sens du bien commun.

Je vous en citerai un cas. Par exemple, monsieur le président, on a restreint la construction de la petite résidence pour le petit salarié, parce qu'on n'a pas d'argent pour lui. Pendant ce temps-là, dans tous les grands centres du Canada, on voit surgir de ces immenses «boîtes à monde» qui ne sont pas à moitié occupées, qu'on est convenu d'appeler des «blocs appartements» qui ne sont pas à moitié occupés et parfois au tiers, et qui ne correspondent pas nécessairement à un besoin mais qui, dans certains cas, contribuent à vider d'autres édifices qui ne sont pas toujours acceptables. Alors, on immobilise des centaines de millions de dollars qui pourraient être orientés vers un secteur prioritaire, pour des résidences de pères de famille à revenu modeste. Or, là peut-être, si le gouvernement intervenait dans le domaine des économies du peuple, dans le contrôle de ces économies, et certains autres secteurs, il pourrait peut-être mettre de l'ordre dans son affaire.

Monsieur le président, je reviens sur ce que je disais tantôt. Je suis un de ceux qui ont eu peur de ces mots pendant un temps, parce que j'y voyais des conséquences d'un ordre peut-être local. Je voyais peut-être, dans la nationalisation de certaines choses chez nous, des influences politiques qui auraient dégénéré, dans certains cas, en persécution des adversaires politiques, des pressions indues peut-être dans des domaines où le gouvernement ne devrait pas s'immiscer, et c'est ce qui m'a porté, moi, à accepter avec beaucoup de réticence cette idée de la nationalisation de certains secteurs. Or, je dois constater, par la force des événements, que l'opinion canadienne évolue dans ce domaine-là, et que, d'ailleurs, les abus qui ont été commis dans le passé, ou que l'on craignait qui auraient pu être commis, ne peuvent plus être commis maintenant à la lumière de la mentalité générale.